

## La privatisation de la francisation : un défi pour l'intégration ?

Publié à 8 h 54 - 2025-01-09



Classe de francisation de nouveaux arrivants dans un centre de services scolaires. Crédit photo : Radio-Canada



**Justin Bissonnette – Cégep de Saint-Hyacinthe**

Journaliste, bénévole à TVRS et chroniqueur historique, producteur du balado Génération Z, aspirant à une carrière politique ou journalistique

**Ce mardi, la ministre de l'Immigration, de l'Intégration et de la Francisation, Victoria Vaillancourt, procédait à une première déclaration ministérielle depuis le début du mandat de l'Avenir libéral. La francisation était au cœur de cette déclaration de la part de la ministre Vaillancourt, suggérant notamment que désormais « les entreprises privées auront la responsabilité de la francisation de leurs employés ». Résumé de cette annonce de la ministre libérale.**

Cette allocution débute dès lors avec une ligne directrice claire du côté du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de la Francisation, prévoyant « une amélioration des programmes d'immigration économique dans le but de répondre plus adéquatement aux enjeux de main-d'œuvre actuelle. » La ministre ajoute par la suite qu'un « programme permettant l'incitation à l'immigration en régions éloignées » est au centre des changements adoptés par cette nouvelle politique gouvernementale. L'Avenir libéral entend par une telle mesure encourager l'intégration de la culture des immigrants à l'intérieur de la société québécoise.

Or, le nerf de la guerre lors de cette déclaration ministérielle concerne la francisation des nouveaux arrivants. Selon la ministre Vaillancourt, « la francisation souffre énormément au Québec et nécessite une réforme considérable ». Celle-ci se traduirait par « la mise en place d'une collaboration avec le secteur privé, plus précisément en entreprises. »

Effectivement, les PME québécoises tout comme les entreprises multinationales devront fournir les cours de français à leurs employés considérés comme nouveaux arrivants, basés sur un test utilisé au public. Selon la ministre, cette mesure a « pour but de rendre plus accessible aux nouveaux arrivants travailleurs l'apprentissage du français et, d'une pierre deux coups (conséquemment), d'alléger le système d'éducation public qui en a grandement besoin ». Pour Mme Vaillancourt, les entreprises y trouveront leur compte en devenant plus attirantes pour les immigrants, permettant ainsi de bonifier leur main-d'œuvre et de participer à l'économie québécoise de manière plus significative.

À la suite de cette allocution de la ministre, les différents porte-paroles des partis se sont exprimés à ce sujet en entrevue. Du côté de l'opposition officielle, on soutient que « l'immigration doit être bénéfique pour le Québec et ses citoyens. Cependant, il est crucial que l'État réduise et réoriente plutôt ses investissements vers des *interactifs* privés et plus efficaces. Cela passe par la décentralisation de l'immigration en région et l'encouragement du secteur privé pour mieux répondre aux besoins spécifiques de chaque immigrant. En rationalisant et en simplifiant le système, je pense que nous allons libérer des ressources pour d'autres services essentiels qui pourront également renforcer l'intégration des immigrants au Québec. »

Pour le 2<sup>e</sup> groupe d'opposition officielle, la réaction va plutôt dans le sens inverse puisque, selon sa porte-parole, « cela va à l'encontre de nos valeurs. Pour moi la francisation c'est un service public qui doit être offert à tous, puis de privatiser un service comme ça, cela va à l'encontre de nos principes. Il faut garder la francisation publique, il n'y a pas de but à la privatiser s'il s'agit de ne pas donner la même égalité des chances à tous. [...] Le fait de faire payer la francisation par les entreprises privées en région fait en sorte que les petites PME ne pourront pas offrir les mêmes services de francisation qu'une grande entreprise ».

À contrario, la ministre Vaillancourt tenait à répliquer aux oppositions en se montrant rassurante : « Pour moi, ce qui est le plus important à rectifier, c'est qu'il n'y aura pas de coupure dans le système de francisation public qui est déjà instauré. Il n'y en aura pas, il n'y en aura plus. Mon projet d'alliance avec le privé, c'est vraiment pour le désengorger ce système-là. Je ne veux pas l'enlever le système-là, il est nécessaire, je le conçois totalement. Pour ce que les conservateurs abordaient en chambre, au niveau des immigrants considérés comme des « pions », je prends vraiment cela à cœur. C'est des gens qui n'ont pas envie d'être déplacés. Je veux simplement ouvrir les yeux des gens sur les ressources qui sont disponibles en région, car l'accent est davantage mis sur les centres urbains. »

Il s'agit alors de savoir ce que les oppositions répliqueront à cette mise à jour de la part de Mme Victoria Vaillancourt.